

N'importe quel observateur des débats de la Chambre sait que les prétendus débats de cette heure-là sont à peu près aussi excitants qu'un cortège funèbre. Pourtant, c'est la première fois, dans ce débat de la dernière heure, que le Parlement se penche sur l'aspect humain de la métrisation. Pour moi, il s'agit seulement du coup d'envoi d'un grand débat sur l'opportunité d'une métrisation facultative.

Des voix: Bravo!

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Cette motion vise à bien faire comprendre au Parlement du Canada qu'il faut écouter les doléances du peuple canadien quant à la façon dont on lui a imposé le système métrique. Je crois que l'on ne se rend généralement pas bien compte que le fait d'imposer le système métrique aux citoyens constitue la plus grande intrusion d'un gouvernement dans la vie de plus de 20 millions de Canadiens depuis la Seconde guerre mondiale. La métrisation totale n'était pas uniquement la marotte de l'ancien gouvernement Trudeau, elle demeure un engagement, je dirais même un ordre péremptoire du gouvernement actuel: en avant toute, et vogue la galère! Je répète que mon but est d'introduire une mesure de démocratie et un peu de bon sens dans toute cette affaire de métrisation.

Je vais aborder l'étude et les recommandations de la Commission de surveillance de la métrisation. Soit dit en passant, ce rapport n'a pas encore été rendu public par le gouvernement. Et pendant que j'y suis, je voudrais, au nom de nombreux députés à la Chambre des communes, féliciter les auteurs de ce rapport, M. Gordon MacEachern et M. Rex Werts, pour leur analyse exhaustive de cette très importante question qui touche de près à la vie de tous les Canadiens.

Cette question de la conversion facultative est de la plus haute grande importance. Lorsque le livre blanc fut présenté à la Chambre, en 1970, on répéta avec insistance que la conversion au système métrique devait s'accomplir sans aucune contrainte. Cette promesse fut vite oubliée par la suite. La Commission du système métrique continue de prétendre que les mesures ne sont pas obligatoires parce que l'on applique le principe du consensus. La Commission de surveillance de la métrisation a fait ressortir qu'étant donné la façon de faire du gouvernement, les gens ne sont volontaires que dans le sens qui avait cours autrefois dans l'armée: on n'a pas d'autre choix que d'être volontaire.

Pendant tout son travail, la Commission de surveillance a retenu la définition de «volontaire» utilisée par le American National Metric Council: liberté de décider si et quand la conversion au système métrique doit avoir lieu, mais la Commission elle-même est certainement très peu informée des droits et des opinions des Canadiens.

Ces derniers temps, elle semble avoir perdu sa crédibilité, ayant choisi de faire fi de l'opposition de plus en plus vive qu'on manifeste tant au Canada qu'au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Comme les États-Unis sont de loin notre partenaire commercial le plus important à tous égards, il nous incombe en toute logique de nous aligner sur la position prise par toute l'Amérique au sujet du système métrique, et dès maintenant. Que cela nous plaise ou non, l'économie nord-américaine est faite d'un enchevêtrement tellement inextricable de liaisons industrielles profondes, de produits, d'usines, de sociétés, de machinerie, de communications, de systèmes d'information, de techniques de pointe, de recherches et de déve-

Métrisation

loppements, de règlements communs, d'unités de mesure et de statistiques qu'à mon avis, toute action visant à instaurer uniquement au Canada un système de mesures différent est illogique. Le Royaume-Uni vient de décréter un moratoire de dix ans sur la conversion au système métrique et, tenez-vous bien, le Japon—un de nos plus importants importateurs et exportateurs—vient de battre en retraite devant l'opposition au système métrique.

Au cours d'un congrès qui a eu lieu en juillet 1979 à Sacramento en Californie, un membre du Conseil californien de la conversion métrique a déclaré au groupe qu'on lui avait appris que le Japon venait d'adopter une loi qui légalise désormais l'usage des anciennes unités de mesures traditionnelles. Certaines des anciennes mesures pourront être utilisées concurremment avec les mesures métriques comme le faisaient les Japonais auparavant. D'après le rapport la relégislation des anciennes mesures est intervenue après une vigoureuse campagne de pression de l'opinion publique menée auprès des législateurs et qui a duré deux ans. J'espère que nous allons mener pareille campagne ici même, à la Chambre des communes.

Le Japon a, semble-t-il, connu la confusion dans le domaine des mesures pendant de nombreuses années après avoir adopté le système métrique avant la première guerre mondiale. Quoi qu'il en soit, les industries se sont mises à utiliser les unités de mesures métriques adoptées par l'État mais celles-ci ne correspondent pas au système métrique européen à plusieurs égards. L'industrie japonaise a même inventé un filetage de vis métrique qui ne coïncidait pas avec les types de filetage métriques Franco-européens, si bien que lorsqu'ils ont eu par la suite besoin de pièces de rechange des pays importateurs comme les États-Unis qui achètent des automobiles et des motos japonaises ont eu la surprise d'apprendre qu'ils auraient des problèmes s'ils mélangeaient les deux types de boulons et d'écrous.

Qu'ont fait les Américains? N'approuvant ni l'un ni l'autre des systèmes, ils ont inventé une version modifiée du système métrique, avec le résultat que nous avons maintenant trois différentes sortes de vis et de boulons qui n'ont pas les mêmes filets et qui ne sont pas interchangeables.

Il se fait dans de nombreux pays des adaptations nationales du système métrique depuis presque aussi longtemps que le système existe. La plupart des pays ont prévu des dispositions pour changer les unités du système métrique à leur gré. Nous avons le système dit international qui est en usage, je crois, dans seulement trois autres pays du monde: l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et nous adoptons maintenant le système métrique. Que l'on ne vienne pas prétendre ensuite que nous nous convertissons au système métrique pour nous mettre au diapason de nos partenaires commerciaux du monde.

Sans demander l'avis des Canadiens, on les fait rompre avec les traditions, la formation, les connaissances et l'expérience de toute une vie dans un domaine de mesures sans preuve réelle que le nouveau système sera même partiellement avantageux. Ce que révèle l'étude que notre bureau de recherche a effectuée est vraiment le comble pour beaucoup d'entre nous de ce côté-ci de la Chambre. Il n'y a pas eu d'évaluation du coût de la conversion au système métrique au Canada, mais les estimations du coût d'une métrisation totale aux États-Unis s'établis-